



ANNEXE II

AUTORISATION DE REGIME FISCAL SUSPENSIF

- ☐ Stockage de biens importés (article 85E 1 a de l'annexe III au CGI) – RFSI
- ☐ Stockage de biens destinés à l'exportation (article 85E 1 b de l'annexe III au CGI) – RFSE
- ☐ Stockage de biens dans les boutiques hors taxe ou les comptoirs de vente (article 85E 1 c de l'annexe III au CGI) – RFSCV
- ☐ Opérations afférentes à des infrastructures réalisées dans le cadre d'accords internationaux ou de traités pour le compte d'organismes internationaux (article 85E 1 d de l'annexe III au CGI) – RFSOI
- ☐ Opérations d'ouvraison, de transformation, de réparation, d'utilisation dans un processus de fabrication (article 85E 1 e de l'annexe III au CGI) – RFSP

Numéro d'autorisation :	Cette autorisation se rapporte à votre demande du :
Date d'entrée en vigueur :	
1. Titulaire ⁽¹⁾	
.....	
Numéro d'identification à la TVA :	
- Mandataire (si le titulaire est établi dans un autre État membre de la Communauté européenne) :	
- Références du représentant fiscal (si le titulaire est établi en dehors de la Communauté européenne):	
- Gestionnaire du régime (si le titulaire n'est pas le gestionnaire) :	
2. Bureau(x) de douane	
Bureau de douane de gestion :	
Bureau(x) de douane de placement :	
Bureau(x) de douane d'apurement :	

3. Type de déclaration
Type de déclaration de placement autorisé : <input type="checkbox"/> normale (au coup par coup) → préciser : <input type="checkbox"/> simplifiée (globale) → préciser : Type de déclaration d'apurement autorisé : <input type="checkbox"/> normale (au coup par coup) → préciser : <input type="checkbox"/> simplifiée (globale) → préciser : <div>Dans le cas où une autre fonction a été sollicitée :</div> Type de déclaration de placement autorisé : <input type="checkbox"/> normale (au coup par coup) → préciser : <input type="checkbox"/> simplifiée (globale) → préciser : Type de déclaration d'apurement autorisé : <input type="checkbox"/> normale (au coup par coup) → préciser : <input type="checkbox"/> simplifiée (globale) → préciser :
4. Adresses des lieux de stockage et / ou des lieux de transformation (2)
.....
5. Stockage dans les mêmes locaux de biens qui ne sont pas placés sous le régime (3)
.....
6. Lieu de tenue du registre des stocks et des mouvements et du registre des opérations ou de la comptabilité-matières (4)
.....
7. Description des marchandises placées sous le régime fiscal suspensif
o Désignation commerciale ou code NC (5) : o Origine, provenance (6) :

o Valeur autorisée (7) :
.....
o Quantité autorisée (7) :
.....

8. Désignation commerciale ou code NC des marchandises obtenues (produits compensateurs) (8)

.....
.....
.....

9. Manipulations usuelles autorisées (fonction de stockage) ou nature des opérations autorisées (hors fonction de stockage) (9)

.....
.....
.....

10. Taux de rendement (10)

.....
.....
.....

11. Durée de séjour sous le régime autorisée (11)

.....
.....
.....

12. Durée de validité de l'autorisation (12)

.....
.....
.....

13. Informations complémentaires

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Autorité qui délivre l'autorisation

- Direction régionale des douanes de

- Bureau de douane de

Date :

Cachet et signature :

Notice explicative

(1) Nom ou raison sociale et adresse du titulaire.

- Lorsque le titulaire est établi dans un autre État membre de la Communauté européenne, il doit être identifié à la TVA en France et y avoir désigné un mandataire pour accomplir en son nom et pour son compte les formalités et obligations afférentes au régime obtenu.

- Lorsque le titulaire est établi en dehors de la Communauté européenne, il doit avoir désigné en France un représentant fiscal dans les conditions prévues au I de l'article 289 A du CGI pour accomplir en son nom et pour son compte les formalités et obligations afférentes au régime obtenu, sous réserve des dispositions énoncées au III de ce même article.

Toute modification doit faire l'objet d'un avenant. En cas de changement de numéro SIREN, une nouvelle autorisation doit être délivrée.

Numéro d'identification à la TVA : il s'agit du numéro du titulaire s'il est établi en France ou dans la Communauté européenne (ou du représentant fiscal si le titulaire est établi hors de la Communauté européenne).

(2) Préciser, le cas échéant, le nom et l'adresse des différents opérateurs effectuant les opérations de transformation s'ils sont différents du bénéficiaire du régime.

Dans le cas où la fonction « Organisations Internationales » est accordée, préciser les infrastructures et installations concernées.

Toute modification doit faire l'objet d'un avenant.

(3) Décrire les biens stockés avec les biens placés sous le régime et préciser leur statut douanier et fiscal (biens tiers sous douane, biens communautaires acquis TTC...).

(4) En cas de pluralité de lieux de stockage ou de transformation, préciser le lieu (lieu de stockage ou de perfectionnement principal ou, à défaut, l'un des sites utilisés) où le registre « principal » reprenant les informations relatives aux stocks, mouvements et opérations réalisés sur l'ensemble des lieux concernés sera tenu. Un registre « secondaire » reprenant spécifiquement les stocks, mouvements et opérations réalisées *in situ* doit être tenu sur chaque lieu de stockage.

Si le bénéfice de plusieurs fonctions a été demandé, préciser si le regroupement des informations concernant le suivi des biens et des opérations dans un seul registre est autorisé.

(5) Toute modification dans la nature des biens placés sous le régime doit faire l'objet d'un avenant.

(6) Mentions indicatives qui ne doivent pas faire l'objet d'un avenant en cas de modification.

(7) Toute augmentation de la valeur ou de la quantité doit faire l'objet d'un avenant.

(8) Uniquement pour une demande portant sur des opérations d'ouvrage, de transformation, de réparation, d'utilisation dans un processus de fabrication (article 85E 1 e de l'annexe III au CGI).

(9) Préciser la nature des manipulations et des opérations de transformation autorisées sous le régime.

Ces dernières pourront être décrites de façon précise dans des fiches annexées à la présente. Ces fiches feront partie intégrante de l'autorisation.

Toute modification doit faire l'objet d'un avenant.

(10) Uniquement pour les opérations d'ouvrage, de transformation, de réparation, d'utilisation dans un processus de fabrication (article 85E 1 e de l'annexe III au CGI).

Indiquer le taux et la nature des pertes récupérables et non récupérables. Il peut également être précisé le nombre de

produits finis obtenus à partir d'une quantité X de produits placés sous le régime.

Toute modification doit faire l'objet d'un avenant.

(11) En cas d'utilisation du 2e alinéa de l'article 85E 1 b : la durée de séjour ne peut excéder la durée fixée au contrat pour la réalisation des opérations (dans une limite de 3 ans).

(12) La durée de validité d'une autorisation dépend des besoins du demandeur. Elle est fixée par l'autorité qui délivre l'autorisation.

- Elle est au maximum de 3 ans si la fonction perfectionnement est sollicitée, même si des fonctions de stockage sont également sollicitées.

- Elle peut être illimitée si seules les fonctions de stockage à l'importation, stockage à l'exportation et/ou comptoir de vente sont sollicitées.

- Elle est limitée à la durée du contrat confiant l'exploitation des infrastructures et installations utilisées dans le cadre d'accords internationaux ou de traités pour le compte d'organismes internationaux si elle recouvre la fonction « Organisations Internationales ».